



Policy paper

Faire face aux défis arctiques : l'évolution de la posture otanienne dans le Grand Nord

Théo Urvoy
Directeur du département cryosphère
Institut d'études de géopolitique appliquée



09.02.2026



SOMMAIRE

Résumé exécutif	3
De « flanc oublié » à front stratégique : le retour de l'Arctique dans la pensée otanienne	4
Un flanc nord recomposé : élargissement nordique, capacités et posture opérationnelle	6
Dépendances et gouvernance du flanc nord	8
Autonomie européenne et contraintes climatiques dans le Grand Nord	10
Recommandations	13

• Résumé exécutif

L'Arctique a basculé d'un théâtre stratégique périphérique à un enjeu central pour l'OTAN en moins d'une décennie. De l'absence doctrinale quasi totale du Concept stratégique de Lisbonne (2010) à la reconnaissance explicite du Grand Nord comme « défi stratégique majeur » dans le Concept de Madrid (2022), l'Alliance atlantique a opéré un retournement doctrinal profond.

L'adhésion de la Finlande en avril 2023 et celle de la Suède en mars 2024 cristallisent cette évolution, portant à sept le nombre de pays arctiques membres de l'OTAN et modifiant radicalement l'équilibre des forces régional. Cependant, cette recomposition révèle autant de fragilités que de forces :

- dépendance technologique vis-à-vis des États-Unis,
- débats internes sur le déploiement de bases permanentes,
- tensions entre autonomie stratégique européenne et intégration atlantique,
- vulnérabilités économiques liées au changement climatique.

Face à la militarisation russe croissante en Arctique et aux défis émergents du Grand Nord, l'OTAN doit consolider sa présence par une articulation claire entre dissuasion collective, coopération nordique institutionnalisée, et investissements dans les capacités arctiques. L'enjeu ne réside pas seulement dans la capacité militaire, mais dans la capacité à préserver la stabilité dans une région où le réel (la fonte des glaces) change plus vite que les doctrines.

De « flanc oublié » à front stratégique : le retour de l'Arctique dans la pensée otanienne

À la fondation de l'OTAN en 1949, le Grand Nord est déjà un espace de confrontation implicite entre puissances, mais il reste davantage un couloir qu'un théâtre en soi. Durant la Seconde Guerre mondiale, les convois de ravitaillement à destination de Mourmansk ont pourtant démontré la centralité stratégique des routes arctiques, à la fois pour les flux logistiques et comme zone de vulnérabilité face aux sous-marins et aux forces aéronavales adverses. La guerre froide renforce cette dimension, avec la montée en puissance des bombardiers stratégiques, puis des missiles balistiques et de croisière, pour lesquels l'Arctique constitue la trajectoire la plus courte entre les États de l'hémisphère nord. L'Alliance met en place des architectures de surveillance et d'interception à dominante nord-américaine, comme le *NORAD*, tandis que les Européens se concentrent sur la façade nord-atlantique et la « trouée » du GIUK Gap. Ce couloir entre Groenland, Islande et Royaume-Uni devient un espace clef pour surveiller et contenir les sous-marins soviétiques cherchant à accéder à l'Atlantique Nord. Toutefois, le Grand Nord reste pensé comme un prolongement technique de la confrontation Est-Ouest, plus que comme un théâtre politico-stratégique ayant une identité propre au sein de l'Alliance.

Après la fin de la guerre froide, une forme d'exceptionnalisme arctique s'impose, portée par l'idée que le Grand Nord reste un espace de coopération relative, malgré les antagonismes persistants. La création du Conseil de l'Arctique, la mise en avant des enjeux environnementaux et la stabilité militaire apparente sur la façade nord contribuent à reléguer la dimension de défense au second plan. Cette perception se traduit dans les textes : le Concept stratégique de 2010 n'évoque pas explicitement l'Arctique, malgré la montée en puissance progressive des capacités russes dans la péninsule de Kola et sur les archipels arctiques.

Ce silence reflète aussi des blocages politiques internes à l'Alliance. Le Canada défendait une vision très souverainiste de l'Arctique, réticente à toute « otanisation » explicite du théâtre, tandis que les États-Unis hésitaient à ouvrir un front doctrinal supplémentaire avec la Russie dans un contexte où les priorités se déplaçaient vers le Moyen-Orient, puis vers l'Indopacifique. Les pays nordiques, au contraire, alertent régulièrement sur la remilitarisation russe, mais leurs préoccupations peinent à s'imposer dans la hiérarchie des menaces de l'OTAN jusqu'au milieu des années 2010.

L'annexion de la Crimée en 2014 marque une rupture dans l'architecture de sécurité européenne et fissure l'idée de sanctuarisation implicite de l'Arctique. Les redéploiements capacitaires russes dans la péninsule de Kola, la modernisation des bases en mer de Barents et le renforcement des moyens de déni d'accès (A2/AD) dans le Grand Nord sont interprétés comme autant de signaux d'une stratégie visant à contrôler les approches de l'Atlantique Nord et à sécuriser la dissuasion océanique russe.

À partir de 2021, l'OTAN commence à intégrer plus explicitement l'Arctique dans ses documents d'anticipation, en particulier via le Plan d'action sur le climat et la sécurité, qui reconnaît le changement climatique comme « multiplicateur de menaces » affectant directement la région. La bascule pleinement assumée intervient avec le Concept stratégique de Madrid de 2022, qui souligne que la capacité de la Russie à perturber les renforts alliés et la liberté de navigation dans l'Atlantique Nord depuis le Grand Nord constitue un défi stratégique pour l'Alliance. L'Arctique sort ainsi du non-dit doctrinal pour redevenir un front à part entière où s'entremêlent enjeux climatiques, technologiques et militaires.

Un flanc nord recomposé : élargissement nordique, capacités et posture opérationnelle

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 provoque un basculement rapide des opinions publiques et des élites politiques en Finlande et en Suède, mettant fin à des décennies de neutralité ou de non-alignement militaire. Ces deux États, déjà largement interopérables avec l'OTAN via le Partenariat pour la paix et de nombreux exercices conjoints (*Cold Response*, *Vigilant Knife*, entre autres), choisissent d'ancrer pleinement leur sécurité dans l'Alliance.

La Finlande adhère en 2023, suivie de la Suède en 2024, ce qui emporte plusieurs conséquences majeures pour le flanc nord. D'abord, la plus longue frontière terrestre avec la Russie (environ 1 350 km) se trouve désormais couverte par l'article 5, transformant la géographie de la dissuasion en Europe du Nord. Ensuite, la mer Baltique est pratiquement « otanisée », resserrant l'étau stratégique autour de Kaliningrad et renforçant le lien entre la dimension arctique et la profondeur océano-baltique du théâtre. Enfin, l'Alliance bénéficie d'un apport capacitaire significatif, tant en matière de combat en milieu froid que de bases, de systèmes de défense aérienne et de moyens terrestres lourds.

La Finlande et la Suède n'entrent pas dans l'Alliance atlantique comme des « consommateurs » de sécurité, mais comme des pourvoyeurs de capacités robustes. La Finlande dispose d'un modèle de conscription permettant de mobiliser jusqu'à 900 000 soldats, d'une artillerie dense (environ 1 500 pièces) et d'investissements soutenus dans les capacités de précision et les chars lourds. La brigade *Jaeger* incarne une expertise historique du combat en milieu polaire, mise à profit dans les exercices conjoints avec les forces alliées.

La Suède, de son côté, a entrepris une remilitarisation progressive depuis 2014, avec le rétablissement de la conscription, la montée en puissance de la défense totale et la modernisation de ses capacités navales et aériennes. L'île de Gotland, démilitarisée après la guerre froide, est redevenue un pivot stratégique, dont la réactivation permet à Stockholm (et désormais à l'OTAN) de peser sur les équilibres en Baltique et sur les lignes de communication vers le Grand Nord. L'interopérabilité accrue résultant de l'acquisition du F-35 par la Finlande et de systèmes comme *Patriot* par la Suède renforce le maillage intégré de la défense aérienne et antimissile dans la région.

La recomposition du flanc nord ne se mesure pas uniquement à travers les cartes et les équipements, mais aussi par le rythme, l'ampleur et la mise en scène des exercices. *Cold Response*, devenu *Nordic Response* dans le cadre de *Steadfast Defender*, s'impose comme l'exercice emblématique de la préparation collective de l'Alliance au combat en conditions arctiques. En 2024, plus de 20 000 soldats de 13 pays sont déployés en Norvège, Finlande et Suède, illustrant la montée en puissance d'une approche régionale intégrée.

Parallèlement, le JFC Norfolk, seul commandement otanien explicitement transatlantique et subarctique, voit son importance renforcée. Il incarne la volonté d'assurer la continuité stratégique entre Atlantique Nord, mer de Barents et approches arctiques, en lien étroit avec la Deuxième flotte américaine. Les exercices deviennent ainsi des vecteurs de communication stratégique, destinés à afficher la détermination de l'Alliance à défendre chaque centimètre de territoire, tout en se gardant de franchir le seuil de la provocation directe.

Dépendances et gouvernance du flanc nord

Malgré l'élargissement nordique et la montée en puissance de plusieurs alliés européens, la posture de l'OTAN dans le Grand Nord demeure marquée par une dépendance structurelle aux moyens américains les plus critiques, en particulier dans les domaines du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance, de la supériorité aérienne et de la projection navale de haute intensité. Les capacités d'alerte avancée, les sous-marins nucléaires d'attaque, les plateformes de frappe à longue portée et une part significative des moyens spatiaux restent concentrés entre Washington et quelques partenaires clefs, dans la continuité de la guerre froide où États-Unis et Canada assuraient déjà la première ligne d'alerte à travers le NORAD et le réseau d'infrastructures arctiques. Cette centralité américaine se prolonge aujourd'hui via la Deuxième flotte et la structuration du JFC Norfolk, piliers de la maîtrise des SLOCs nord-atlantiques et des approches de la mer de Barents.

Cette asymétrie capacitaire n'est pas seulement technique, elle est également politique. Elle laisse planer une incertitude sur la capacité de l'Alliance à maintenir dans la durée une posture crédible dans le Grand Nord si les priorités stratégiques américaines continuent de se réorienter vers l'Indopacifique. Historiquement, l'attention portée par Washington à l'Arctique a connu des cycles, de la peur des bombardiers soviétiques et des missiles balistiques à l'époque du « mur de radars » aux phases de relatif désintérêt post-guerre froide, ce qui nourrit aujourd'hui les interrogations des Européens sur la pérennité de l'engagement américain dans la région.

S'y ajoutent des sensibilités nationales divergentes sur le niveau de présence alliée acceptable. La Finlande, avec son expérience de la guerre d'Hiver, une frontière terrestre directe avec la Russie et une culture stratégique centrée sur la défense de territoire, se montre favorable à une présence visible et durable des alliés, y voyant un levier de dissuasion et de partage du risque.

L'inscription de la défense collective de l'OTAN comme devoir statutaire pour les forces finlandaises traduit cette volonté d'ancrer juridiquement et politiquement la solidarité alliée dans la durée.

La Suède, marquée par une longue tradition de neutralité, avance plus prudemment : pas de bases permanentes ni d'armes nucléaires sur son sol en temps de paix, mais des contributions substantielles aux dispositifs de dissuasion (présence avancée renforcée, forces navales permanentes, renforcement de Gotland). Ces nuances montrent que l'« otanisation » du flanc nord n'efface pas des décennies de cultures stratégiques nationales, ce qui pèse directement sur la manière d'organiser la présence alliée.

La gouvernance du flanc nord devient dès lors un enjeu à part entière. Il ne s'agit pas uniquement de déployer plus de moyens, mais de décider où, quand et sous quelle bannière. La redéfinition du rôle du GIUK Gap et des espaces de transit vers la mer de Norvège illustre que les points de friction ne sont pas seulement militaires : ce sont aussi des lieux où se cristallisent attentes nationales, signaux envoyés à Moscou et gestion du risque d'incident. Le JFC Norfolk est appelé à jouer un rôle de chef d'orchestre, articulant la protection des renforts transatlantiques, la surveillance du Grand Nord et la coordination avec Brunssum pour la profondeur européenne. Mais cette montée en puissance nécessite une clarification des responsabilités entre commandements, des mécanismes de consultation politique renforcés (en particulier avec les Nordiques désormais pleinement membres) et une répartition plus équilibrée de la charge capacitaire, afin d'éviter que l'ensemble de la région ne soit perçu comme un « théâtre américain » au sein d'une Alliance formellement égalitaire.

Enfin, la gouvernance du flanc nord doit intégrer le risque d'« escalade involontaire ». La multiplication des exercices, des vols et des patrouilles augmente mécaniquement la probabilité d'incidents (collision, survol jugé agressif, brouillage) dans un environnement où la Russie maintient une posture de déni d'accès à partir de la péninsule de Kola. La question n'est donc pas seulement d'affirmer une présence, mais de calibrer les signaux, de travailler des mécanismes de déconfliction et de maintenir des canaux de communication ouverts, y compris dans une configuration où le dialogue politique global avec Moscou reste fortement dégradé.

Autonomie européenne et contraintes climatiques dans le Grand Nord

Le flanc nord est aussi un révélateur des ambiguïtés européennes au sujet de l'« autonomie stratégique » et de la difficulté à l'articuler avec un cadre otanien qui demeure la matrice principale de la défense collective. Les pays nordiques combinent historiquement une grande proximité doctrinale avec l'OTAN (interopérabilité, culture opérationnelle commune, exercices réguliers) et une forte intégration dans les cadres européens, qu'il s'agisse de l'Union européenne, des coopérations structurées ou des formats régionaux comme le NORDEFCO. Cette double inscription crée à la fois une opportunité et une tension : l'opportunité de mobiliser des instruments européens (financements, programmes capacitaires, régulation des infrastructures critiques) au service de la sécurité du Grand Nord ; la tension liée aux risques de duplication, de dispersion industrielle et de dépendances technologiques non maîtrisées, notamment quand des équipements clefs sont soumis à des régimes de contrôle extraterritoriaux comme l'ITAR.

L'espace arctique offre, dans ce cadre, un terrain où les Européens peuvent apporter une valeur ajoutée spécifique à la posture alliée. Les capacités de surface adaptées au Grand Nord (brise-glaces multitâches, patrouilleurs à coque renforcée, plateformes duales civilo-militaires) restent largement sous-dimensionnées côté OTAN par rapport à la flotte russe de brise-glaces. Les États européens, particulièrement les Nordiques, disposent d'un savoir-faire industriel et opérationnel dans ces domaines qui pourrait structurer des programmes communs, compatibles avec les besoins de l'OTAN mais portés politiquement et financièrement par l'Union européenne. De même, le développement de capteurs, de drones et de systèmes de communications résilients en milieu polaire (y compris sous-glaciaire) se prête à des initiatives européennes, à condition de les articuler clairement aux lacunes identifiées par l'Alliance et d'éviter l'émettement des projets nationaux.

Le débat sur l'autonomie n'est d'ailleurs pas théorique : il se matérialise dans des controverses très concrètes, comme celles autour des programmes F-35 ou des restrictions ITAR, qui alimentent les interrogations des États nordiques sur leur marge de manœuvre réelle en cas de crise majeure. Le Grand Nord pourrait servir de banc d'essai à une approche pragmatique : accepter que certaines briques critiques restent américaines, tout en construisant des capacités européennes de niche telles que la surveillance, la logistique arctique, la résilience des infrastructures et les garde-côtes afin de réduire la vulnérabilité collective à un éventuel désengagement partiel des États-Unis.

À cette dimension politico-industrielle s'ajoute la contrainte climatique, qui constitue désormais un paramètre opérationnel à part entière. La fonte accélérée de la banquise modifie la géographie des risques : de nouvelles routes deviennent praticables plus longtemps dans l'année, des infrastructures portuaires et énergétiques se développent, les activités de pêche, d'exploration et de transport s'intensifient. Cela ouvre des opportunités pour les acteurs étatiques et privés, mais multiplie aussi les points de vulnérabilité : pollution accidentelle ou stratégique, incidents impliquant des navires civils, atteintes à des câbles sous-marins, pressions sur les communautés locales.

Ces dynamiques imposent de penser la sécurité arctique comme un *continuum* civilo-militaire, où les réponses militaires, civiles et diplomatiques sont imbriquées. Les forces armées doivent opérer dans des conditions plus instables, marquées par des glaces moins prévisibles, des cycles de gel/dégel accélérés et des phénomènes météorologiques extrêmes. Les États doivent, dans le même temps, renforcer la résilience des infrastructures critiques (ports, bases, câbles, réseaux énergétiques) exposées aux aléas climatiques comme aux actions hostiles. Les mécanismes de coopération internationale, y compris avec des acteurs non membres de l'OTAN, restent essentiels pour gérer des crises environnementales ou humanitaires dans le Grand Nord. Dans ce contexte, ni l'OTAN ni l'UE ne peuvent se permettre d'aborder le flanc nord selon une logique strictement militaire. Le Grand Nord devient un espace où se croisent climat, économie et défense, ce qui impose d'articuler planification opérationnelle, politiques industrielles et régulations environnementales dans une approche cohérente.

L'épisode groenlandais de janvier 2026 marqué par la mise en avant d'une mission militaire européenne déjà programmée, ayant permis de dissuader toute tentation américaine de remise en cause du *statu quo* et de souligner la vulnérabilité des infrastructures critiques de l'île, illustre cette évolution : les Européens se voient désormais contraints de penser simultanément souveraineté, sécurité énergétique, contrôle des routes et gestion du risque d'escalade entre alliés.

Les recompositions du flanc nord se jouent ainsi autant dans les états-majors que dans l'évolution de la cryosphère, l'implantation d'infrastructures énergétiques, la densification des routes maritimes et le maillage des câbles sous-marins, c'est-à-dire dans l'épaisseur matérielle et climatique de l'Arctique contemporain.

Structurer une stratégie arctique intégrée de l'OTAN autour du flanc nord

Faire du flanc nord un théâtre clairement priorisé dans la planification alliée, en articulant protection des SLOCs nord-atlantiques, surveillance de la mer de Barents et défense de la péninsule de Kola, sous la coordination renforcée du JFC Norfolk. Cela suppose des plans d'opérations dédiés, des scénarios d'escalade calibrés et un rythme régulier d'exercices majeurs (type Nordic Response) explicitement orientés vers la défense collective en Arctique.

Institutionnaliser un « noyau dur nordique » au sein de l'OTAN

Consolider un cadre permanent de coopération entre Norvège, Finlande, Suède, Islande et Danemark (Groenland/Féroé), adossé à l'OTAN, pour mutualiser entraînement en milieu froid, partage de renseignement, prépositionnement logistique et scénarios de gestion de crises hybrides dans le Grand Nord. Ce noyau dur doit devenir le premier fournisseur de forces et d'expertise arctique de l'Alliance, tout en restant ouvert à la participation d'alliés intéressés (CAN, USA, GBR, FRA).

Développer des capacités européennes de niche adaptées à l'Arctique

Lancer, sous impulsion européenne, des programmes conjoints de plateformes polaires (patrouilleurs/brise-glace à usage dual, drones et capteurs arctiques, systèmes de communication résilients) venant combler les lacunes identifiées de l'OTAN. Ces capacités devraient être pensées dès l'amont comme interopérables avec l'Alliance, mais financées et pilotées politiquement par les Européens, afin de réduire la dépendance technologique (y compris vis-à-vis des contraintes ITAR) sur le flanc nord.

Ancrer climat et infrastructures critiques au cœur de la sécurité arctique

Intégrer les effets de la fonte de la banquise, de l'augmentation du trafic et de l'extension des infrastructures (ports, terminaux GNL, câbles, réseaux énergétiques) dans la planification de défense du flanc nord, en s'appuyant sur des exercices dédiés, à l'instar d'une version arctique de Baltic Sentry, articulant dimensions environnementale, logistique et sécuritaire. Cela suppose des évaluations conjointes OTAN-UE des vulnérabilités, la protection prioritaire des infrastructures critiques sous-marines et côtières, ainsi que des mécanismes de coordination civilo-militaires pour gérer les crises environnementales et technologiques dans le Grand Nord.



Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org